Cahier de doléances du Tiers État de Brametot (Seine-Maritime)

Cahier concernant ce qui a été délibéré et arrêté à l'assemblée de la paroisse de Brametot.

Comme il paraît par les ordres de S. M, que sa pure intention ne tendrait qu'à découvrir les moyens de soulager ses peuples et de pouvoir néanmoins subvenir aux besoins de son État, ce qui est facile selon notre projet.

1° S. M. se procurerait une grande augmentation de revenu en réunissant toutes les impositions actuelles en une seule, laquelle serait assise et perçue sur tous les biens-fonds, et revenus terrestres, de telle nature que ce puisse être, sans aucune exception. Ce qui ne pourrait blesser personne, puisque chacun ne paierait qu'à proportion de ce qu'il possède. Et cette imposition, perçue sur les propriétaires et par un seul collecteur, à qui il serait accordé quelques deniers pour la collecte, lequel serait obligé de faire tenir les fonds par quartiers aux mains d'un receveur de la ville capitale de chaque province : ainsi, en supposant six deniers pour livre pour le collecteur, et trois deniers pour le receveur, et trois deniers pour le receveur général des finances, cela ne ferait qu'un sol pour livre pour la perception des droits royaux, parce que le receveur des villes capitales ferait passer ces fonds directement au trésor royal et, par cette économie, S. M. augmenterait son revenu de plus d'un tiers.

2° S. M., pour savoir ¹ quels deniers asseoir son imposition, pourrait envoyer des ordres à toutes les assemblées municipales de son royaume, aux fins de se faire rendre une estimation exacte de tous les biens et revenus de leur paroisse, sans aucune exception ; et, d'après calcul fait du montant des revenus de toute la France, S. M. serait à portée d'asseoir son imposition selon le besoin de son État. Ainsi quand l'État exigerait le cinquième des revenus, et même le quart, dans les temps de guerre, le peuple serait soulagé et le peuple enrichi par cette économie.

3° En supposant donc notre proposition suffisante, il ne serait plus question de vingtième, de taille, de capitation, et S. M. serait alors en état d'accorder toute franchise dans son royaume, comme de sel, du tabac, pied fourché, cuirs et boucheries, tous aides et gabelle, droits de poisson et autres menus droits, charges et impositions, lesquelles ne font qu'occasionner dans le royaume procès-verbaux et emprisonnements, amendes, galères, et souvent la ruine de beaucoup et la mort d'aucuns.

4° Il ne serait donc plus question que de la sous-ferme du contrôle, puisque cet objet assure l'intérêt public, de même que les douanes sur les ports, havres, pour percevoir les droits sur les marchandises étrangères, tel que l'on a accoutumé et qu'il serait trouvé à propos de faire.

5° Quant à la construction et entretènement² des grandes routes, il serait facile d'établir des petits bureaux de poste en poste, lesquels seraient affermés à des particuliers, qui percevraient telles taxes qu'il leur serait fixé par un tarif proportionné à ce besoin, tant sur les voitures, chevaux et autres espèces.

6° S. M. pourrait en outre, pour la tranquillité de la jeunesse, au lieu de faire lever tous les ans une milice qui souvent enlève des jeunes gens de force, et quelques fois très utiles chez eux, tant pour le commerce que pour l'agriculture, et souvent qui meurent de chagrin, lever une capitation par chaque garçon de chacun 3 l., et même 6 l., qui serait perçue par le même collecteur. Ce revenu produirait à S. M. de quoi avoir des hommes de bonne volonté, et le service de S. M. ne s'en ferait que mieux, et les familles seraient tranquilles.

S. M. pourrait en outre, pour le droit de franchise, auquel nous le supplions instamment de nous l'accorder, faire payer à tous les habitants de son royaume, en âge de travailler, et sans exception, chacun une journée de leur travail, ce qui produirait à S. M. un plus grand revenu que les fermes, à cause des frais de perception des revenus desdites fermes, et cette capitation serait perçue par le même collecteur. L'on pourrait même ne

¹ sur

² Entretien

mettre qu'un collecteur par 4 à 5 paroisses, suivant leur grandeur, afin que le collecteur vive de cette occupation. L'on demandera : que deviendra le grand nombre d'employée dans les fermes ? Ceux qui sont en état de travailler travailleront ; d'autres serviront S. M., et les plus anciens, qui ne sont point en état de travailler, S. M. leur affermera des petits bureaux sur les grandes routes ; d'autres vendront du sel et du tabac dans les villes, bourgs et villages, et alors tout sera employé.

Nous croyons bien que notre projet sera contesté par les deux autres États : 1° à cause de l'abolition des fermes que nous demandons ; 2° à cause que nous demandons que tous les biens en général paient sans exception.

Cependant, nous croyons notre projet pur et simple et désintéressé, puisque notre État, étant le plus pauvre, offre cependant de payer au prorata de ce qu'il jouit, malgré les mauvaises récoltes et le mauvais commerce qui réduit notre province dans la dernière des misères. En conséquence, le roi n'est pas roi du Tiers État seul ; étant roi de tous les États, tous le doivent soutenir, et non le Tiers État seul.

Le tout fait et arrêté ce même jour susdit.